

## **Dimension européenne du partenariat euro-méditerranéen**

Résolution de la conférence Méditerranée (Barcelone - 19 juin 1997)  
adoptée par le Conseil Central de Barcelone (20 juin 1997)

La Ligue Européenne de Coopération Économique (LECE) considère que la mise en place d'une politique méditerranéenne fondée sur une relation de partenariat qui favorise le développement du commerce et de l'industrie privée est indispensable. La nécessité de contribuer à la paix et la sécurité et de favoriser la création d'emplois dans ce vaste ensemble où voisinent cultures et civilisations, constitue un défi qu'il importe de relever.

La plupart des pays des rives Sud et Est de la Méditerranée [\*] se caractérisent par la fragilité de leurs structures économiques et sociales. Cette fragilité crée des difficultés et compromet sérieusement les possibilités d'achever le dynamisme économique qui permettrait le progrès et l'amélioration de la qualité de la vie.

*[\*] Algérie, Chypre, Cisjordanie, Égypte, Gaza, Israël, Jordanie, Liban, Malte, Maroc, Syrie, Tunisie et Turquie.*

L'Union Européenne applique depuis les années soixante une série de mesures en faveur des pays tiers de la région méditerranéenne afin de contribuer à leur développement économique et social.

L'UE a décidé, au début des années quatre-vingt-dix, de donner une nouvelle orientation à sa politique méditerranéenne. Les Conseils européens de Essen et de Cannes [\*] ont souligné l'importance stratégique que l'UE accorde à la région méditerranéenne tout en insistant sur le fait que les engagements vis-à-vis des pays d'Europe de l'Est n'iraient pas au détriment de la qualité des relations avec les pays méditerranéens concernés.

*[\*] Le Conseil européen de Essen (décembre 1994) a décidé la création d'un Espace Économique Euro-méditerranéen: il établissait ainsi un parallélisme et un équilibre entre la stratégie de l'UE vis-à-vis des pays de l'Est et sa stratégie vis-à-vis des pays méditerranéens.*

*Le Conseil européen de Cannes (juin 95) a fixé à 4,685 milliards d'écus le montant de l'enveloppe qui serait octroyée par l'UE à la politique méditerranéenne sur la période 1996-1999. Sans arriver à l'égaliser, ce chiffre est proche du montant destiné par l'UE aux pays de l'Est (6,693 milliards d'écus). La Conférence de Barcelone (novembre 1995) a confirmé le chiffre du financement en faveur des pays méditerranéens.*

Enfin, la Conférence de Barcelone des 27 et 28 novembre 1995 a supposé le démarrage politique définitif pour le début d'une nouvelle étape de la politique méditerranéenne.

La LECE voudrait par conséquent exprimer sa position sur le développement de la coopération entre l'UE et les pays méditerranéens en insistant sur les aspects économiques, sociaux et financiers.

La LECE rappelle tout d'abord qu'il ne faut jamais oublier deux éléments fondamentaux pour le développement économique et social de n'importe quel pays: son histoire et sa géographie. Ils contribuent tous deux à créer des différences sociales et culturelles entre la plupart des États membres de l'UE et des pays méditerranéens partenaires et ces différences agissent à l'encontre de la coopération.

Pour relancer la croissance, la LECE mise résolument sur une contribution plus importante du secteur privé, national et étranger. L'investissement privé implique en effet un transfert de savoir-faire, de technologie et de capitaux, essentiel pour la modernisation du secteur productif et l'amélioration de la compétitivité. Il peut par conséquent contribuer significativement à la croissance de l'économie et à la création d'emplois.

La LECE considère d'autre part que les progrès de l'investissement privé dépendent fondamentalement

- ◇ du contexte économique et institutionnel
- ◇ du développement des institutions et organismes non gouvernementaux propres à multiplier et intensifier les relations personnelles, professionnelles et interprofessionnelles qui, renforçant au niveau des entreprises la confiance mutuelle, favorisent la prise de conscience des intérêts communs
- ◇ du développement de la productivité des échanges ainsi que de l'amélioration des réseaux de distribution
- ◇ de l'accès aux sources de financement, notamment du capital développement
- ◇ de la disponibilité de ressources humaines qualifiées et de la qualité des infrastructures de formation et des centres de recherche (à défaut, accès aux résultats des travaux de recherche réalisés ailleurs)
- ◇ de l'existence d'informations sur les possibilités d'investissement
- ◇ de la mise en œuvre de programmes favorisant l'épargne et l'investissement privés.

En ce qui concerne le contexte économique et institutionnel, elle rappelle quatre éléments clés pour le développement des investissements:

- ◇ le contrôle de l'inflation et des risques de change
- ◇ l'adaptation du cadre légal et administratif
- ◇ un traitement fiscal favorable à l'investisseur et des facilités pour le rapatriement des bénéfices
- ◇ la taille et la souplesse du marché du travail.

C'est dans une telle perspective dynamique que la Ligue fait appel aux institutions de l'UE pour qu'elles assurent une coordination efficace entre sa politique d'élargissement avec les pays de l'Europe centrale et orientale, et sa politique méditerranéenne.

- - - - -